

SIDA

Jean-Luc Romero
au CNS

Sur décision du Premier ministre, Jean-Luc Romero, président-fondateur de l'association Elus locaux contre le sida (Elcs), a été nommé en tant que membre du Conseil national du sida (CNS). Elcs se félicite de cette nomination. Elle « apparaît comme une reconnaissance officielle du principe fondateur de l'association : le sida se soigne aussi par la politique ». Le choix de Jean-Luc Romero, une des premières personnes à révéler sa séropositivité dans un organisme officiel, est aussi « très symbolique et porteur de sens, alors qu'on assiste à une baisse de visibilité sociale des personnes touchées ».

L'Inpes soutient les
actions de terrain

Le Comité Maghreb-Afrique des familles pour survivre au sida, créé en juin 2003 pour faire entendre la voix des familles issues de l'immigration et de la banlieue, a été reçu récemment par le directeur général de l'Institut national pour la prévention et l'éducation à la santé (Inpes), Philippe Lamoureux. Pour le directeur de l'Inpes, si la prévention a avancé de manière significative, les « gains de santé restent inégalement répartis ». La réduction des inégalités est d'ailleurs l'un des objectifs du programme d'action 2006-2008 de l'institut. Il est temps, par exemple, de s'interroger sur les besoins des laissés-pour-compte de la prévention pour cibler de manière plus précise les jeunes qui ne se reconnaissent pas dans les messages classiques. Pour cela, le soutien des actions de terrain, notamment des associations, paraît nécessaire.

TABAC

Trois journaux
condamnés

Les quotidiens « le Monde » et « les Echos » et l'hebdomadaire « le Point » ont été condamnés par le tribunal correctionnel de Paris à des amendes allant de 800 à 1 000 euros pour avoir diffusé des photos de courses automobiles laissant apparaître des marques de cigarettes. Les trois titres devront verser un total de 2 800 euros de dommages-intérêts à l'association Droits des non-fumeurs, qui les avait poursuivis par le biais de citations directes devant la justice.

SEP

L'action de la Ligue
française

Dans le Temps de la médecine consacré, le 8 décembre, à la SEP, nous n'avons pu mentionner toutes les associations qui œuvrent dans ce domaine. La Ligue française contre la sclérose en plaques, association reconnue d'utilité publique, fait savoir qu'elle regroupe 1 300 adhérents et participe au comité de pilotage des états généraux prévus en avril 2006. La Lfsep met à la disposition des patients et de leur entourage un service Ecoute SERP (Numéro Azur 0810.808.953), un site Internet (lfsep.com) et diffuse aux médecins un trimestriel (tél. 01.53.98.98.88).

Avant de lancer la phase II du Pnns La leçon anti-obésité du Pr Bertrand

Le ministre de la Santé a choisi un établissement scolaire de Seine-Saint-Denis pour aller porter la bonne parole nutritionnelle. Il n'a pas attendu la présentation de la phase II du programme national Nutrition Santé (Pnns), au printemps prochain, pour dévoiler quelques axes prioritaires du programme de prévention santé, une « très forte priorité » de son action.

APRÈS LA PHASE I du Pnns (2001-2005), la phase II (2006-2008) n'est pas encore sortie des limbes ministériels que déjà Xavier Bertrand se lance avec empressement dans ce qu'il appelle « une très forte priorité de (son) action » : comment prévenir, dépister et prendre en charge l'obésité qui frappe les enfants. Et le ministre de la Santé et de la Solidarité a choisi une école primaire située en plein « 9-3 », le groupe scolaire Jean-Moulin de Rosny-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), pour révéler quelques-uns de ses axes de bataille : face à un jeune public socialement défavorisé, où l'on recense 13,9 % de petits obèses (statistiques 2003 de l'Inspection académique), il annonce l'inscription de messages de recommandations nutritionnelles sur les publicités alimentaires ; après le célèbre « A consommer avec modération », qui orne les messages des alcooliers, on attend de connaître la mention qui s'inscrira sur les étiquettes d'aliments vecteurs de glucides simples et de sodas sucrés.

Le ministre a par ailleurs évoqué l'instauration d'une taxe sur l'achat d'espace publicitaire, qui sera reversée à l'Institut national de prévention et d'éducation à la santé, pour son programme nutrition.

Egalement au chapitre de la prévention, il a rappelé l'importance de l'information des parents. Il faut insister sur la nécessité d'un comportement nutritionnel équilibré pendant la grossesse, favoriser l'allaitement lorsque c'est médicalement possible, retarder la diversification alimentaire des tout-petits et faire bouger les enfants.

Evidemment, le bannissement des distributeurs



Le ministre a fait de la lutte anti-obésité une de ses priorités

automatiques payants est confirmé, pour couper court aux tentations de grignotage qui harcèlent les écoliers.

Un nouveau guide face à l'obésité de l'enfant. Au chapitre dépistage, les médecins vont être mis à contribution : suivi de la courbe de corpulence pour détecter toute anomalie, mise en réseau de la médecine scolaire et de la médecine de ville, en particulier les pédiatres, développement des réseaux ville-hôpital qui ont déjà vu le jour à Paris, Lyon et Toulouse. Un nouveau guide « Prévention et prise en charge de l'obésité de l'enfant » va être distribué, autour de dix questions clés qui exigent une réponse commune des collectivités, de la restauration scolaire, des paramédicaux et des médecins de ville et d'hôpitaux.

« C'est un important travail de concertation avec l'ensemble des acteurs que nous avons entrepris il y a trois mois, précise au « Quotidien » le Pr Serge Herberg, vice-président du comité stratégique du Pnns. Aux côtés des collectivités, des professionnels de santé, des associations de malades et des mouvements de défense des consommateurs, le rôle des acteurs économiques de la filière agroalimentaire s'annonce déterminant. »

Le directeur de l'unité nutrition 557 Cnam - In-

serm - Inra souligne que « si certains secteurs industriels, comme celui du sucre, ont semblé ces derniers mois faire acte de résistance, avec des campagnes aux messages équivoques, l'ensemble de l'industrie a maintenant pris acte du caractère incontournable du Pnns et de la logique de santé publique qui s'impose à tous. Des discussions se poursuivent actuellement sous l'égide du ministère de l'Agriculture. Elles témoignent que la phase I du programme a réussi à enclencher une dynamique en développant un cadre de travail avec des outils efficaces. La phase II devrait, dès le printemps, fournir les moyens d'aller plus loin avec plus d'efficacité ».

C'est la volonté affichée par Xavier Bertrand : « Je donne rendez-vous à l'industrie agroalimentaire pour qu'elle se mobilise à mes côtés, lance-t-il, pour qu'elle s'engage sur la voie d'une meilleure information et surtout d'une meilleure qualité nutritionnelle des produits. »

La priorité de la lutte anti-obésité s'inscrit clairement dans le budget, avec une augmentation programmée de 30 % en 2006 (même progression qu'en 2005).

D'autres chiffres, il est vrai, sont alarmants : en dix ans, le nombre des enfants atteints d'obésité a doublé, avec son cortège de souffrances morales et physiques, ses phénomènes de stigmatisation, deux enfants obèses sur trois le demeurant une fois atteint l'âge adulte. Interrogeant les enfants de Rosny, le ministre s'est montré ravi de les entendre clamer leur goût pour les carottes et les crudités, leur faisant cependant avouer leur penchant pour les frites et autres plats nutritionnellement péjoratifs.

Les résultats de la phase I vont prochainement faire l'objet d'une évaluation nationale, avec le lancement, le 23 janvier, de l'enquête nutrition-santé, dont les résultats seront publiés à la fin de l'année. Dès la fin janvier, le Pr Herberg remettra à Xavier Bertrand un rapport avec ses principales propositions pour la phase II, laquelle devrait faire l'objet au printemps d'une présentation détaillée.

> CH. D.

Vie périnatale et alimentation postnatale Les déterminants précoces de la santé

De nombreux éléments sont déjà connus en termes de relations entre la vie périnatale et le développement ou non de certaines pathologies. C'est justement cette accumulation d'éléments qui a entraîné la mise en place d'études plus fines ou plus complètes sur les déterminants précoces de la santé de l'enfant. Au menu, à ce jour, peu de réponses encore, mais beaucoup de questions.

PRÉSENTÉE par sa coordinatrice Marie-Aline Charles, de l'Inserm (Villejuif), l'étude EDEN propose de s'intéresser aux « déterminants prénatals et postnatals précoces de la santé de l'enfant » à partir d'une cohorte de couples mère-enfant recrutés dans les maternités de Poitiers et DE Nancy, pratiquant toutes deux plus de 1 800 accouchements par an. « L'étude EDEN a pour objectif de confirmer que la plasticité importante de la période fœtale et des premiers mois de la vie est à l'origine de la programmation durable de certaines fonctions de l'organisme par des conditions d'environnement dès la naissance, et de la sensibilité particulière à certains toxiques, même à faible dose », a indiqué le Dr Charles. Pour ce faire, elle recueille en période périnatale, puis lors de suivis à un, trois et cinq ans, des données cliniques, biologiques et d'imagerie,

dont une partie est en cours d'analyse et une autre encore sous forme de stock.

A ce jour, un peu moins de 2 000 couples ont été inclus, dont l'enfant le plus âgé a 2 ans et demi, et les résultats préliminaires portent sur 750 d'entre eux. Ils montrent notamment que le poids de naissance et la masse grasse sous-cutanée du nourrisson augmentent régulièrement avec la corpulence maternelle si l'IMC de la maman est inférieur à 25 en début de grossesse. La prise de poids durant la grossesse est la plus faible chez les femmes souffrant d'obésité. L'étude n'en est qu'à ses débuts, mais ses promoteurs comptent y développer de nombreuses thématiques, déjà signalées dans des études antérieures : la nature des relations entre le faible poids de naissance et l'hypertension artérielle, le diabète, la mortalité cardio-vasculaire ; entre le tabagisme durant la grossesse et le surpoids chez l'adulte ; entre l'exposition maternelle aux métaux lourds et le développement psychomoteur ; entre l'allaitement et la diminution de l'obésité ou de l'asthme.

Prévenir les maladies cardio-vasculaires. De son côté, le Pr Umberto Simeoni, du service de néonatalogie de la Conception (Marseille), s'est intéressé à l'origine précoce des maladies cardio-

vasculaires de l'adulte. Selon lui, « un certain nombre de travaux montrent que les prématurés ont des pressions artérielles légèrement supérieures aux sujets contrôlés », un problème que l'on avait mis en corrélation avec le faible poids de naissance et dont on constate qu'il ne touche pas seulement les enfants souffrant d'un retard intra-utérin. On savait en effet (David Barker) que « le taux de mortalité cardio-vasculaire augmente quand le poids de naissance diminue, tant chez les filles que chez les garçons », explique le Pr Simeoni. Des travaux effectués chez le rat ont permis de comparer quatre groupes : l'un de poids de naissance faible, du fait d'une restriction protidique maternelle ; un autre de poids de naissance normal bénéficiant d'une suralimentation pendant la lactation ; un groupe ayant subi à la fois la restriction pendant la grossesse et la suralimentation par la suite ; enfin, un groupe contrôle. On retrouve un tiers de néphrons en moins chez les rats qui ont un retard intra-utérin, mais surtout « la suralimentation postnatale va augmenter la charge protéique et accentuer ce phénomène ».

Par ailleurs, l'étude d'artères ombilicales chez des nouveau-nés montre que le taux d'élastine est plus important chez les enfants à terme que chez les prématurés. Pa-

rallèlement, le Pr Simeoni montre que chez des adolescents anciens prématurés ou non, « ceux qui avaient eu le gain de poids le plus important pendant les deux premières semaines de vie présentaient la capacité vasodilatatrice artérielle la moins bonne, et inversement ». Ces constatations ouvrent un large débat : « Est-il bon de faire gagner du poids rapidement au nouveau-né, selon l'idée qu'un gain précoce serait payé plus tard ? »

« Le fœtus dans un environnement défavorable s'adapte et privilégie pour survivre le développement de son cerveau au détriment d'autres fonctions. Les problèmes arrivent après la naissance, quand il se retrouve dans un contexte plus favorable... et qu'il s'est programmé pour autre chose. » En bref, on programme sans le vouloir un risque cardio-vasculaire et métabolique chez l'adulte.

Le Pr Simeoni préconise donc chez les enfants à risque (sortant de néonatalogie, notamment) une mesure régulière de la pression artérielle et de la microalbuminurie, ainsi qu'une optimisation de l'alimentation associée au contrôle des autres facteurs connus de risque cardio-vasculaire et métabolique.

> FLAVIE BAUDRIER

Conférence organisée par le département nutrition de Nestlé France.